

A portrait of Paul Barril, a middle-aged man with short, light-colored hair and a goatee. He is wearing a dark, textured jacket over a light-colored dress shirt and a patterned tie. He is looking slightly to the left of the camera with a serious expression. The background is a plain, light-colored wall.

PAUL BARRIL
C'ÉTAIT POUR
LA FRANCE

Balland

Le capitaine BARRIL, malgré les blocages incessants et douloureux de Miss Parkinson, qui le transforment en invalide, délivre ici son dernier message et son dernier conseil de baroudeur au service de sa patrie, la France.

C'ÉTAIT POUR LA FRANCE

L'homme qui prend la plume aujourd'hui n'est plus tout à fait le même que celui qui publiait son premier livre en 1984. Oui, je me suis assagi. Par force. L'âge, la maladie, cette satanée maladie de Parkinson entrave tous mes mouvements. Malgré ce handicap, je reste intact. Et je continue d'avancer.

Toute ma vie a été consacrée à défendre ma patrie. Avec la conviction que les missions ordonnées par mes chefs ou directement par des ministres, parfois dans le plus grand secret, se faisaient toujours au service de la France. Je voudrais témoigner ici certaines des ces missions qui ont constitué des moments charnières dans ma vie d'officier. Toutes ont conforté ma foi dans notre pays. Une foi toujours intacte. Pour lui, je me suis battu sous toutes les latitudes avec l'insigne du GIGN. J'ai souvent opéré aussi sous identité fictive (IF). J'étais alors un autre et je devenais, pour le temps de la mission, un vrai « dialogueur de combat ». Pour mon pays, j'ai fait couler le sang. J'ai fait parler les armes qu'il m'avait confiées. Pour lui, je suis allé au bout de moi-même.

Le capitaine BARRIL, malgré les blocages incessants et douloureux de Miss Parkinson, qui le transforme en invalide, délivre ici son dernier message et son dernier conseil de baroudeur au service de sa patrie, la France.

Le capitaine de gendarmerie Paul Barril est l'un des fondateurs du GIGN qu'il a commandé pendant deux ans avant de participer à la création de la cellule antiterroriste de l'Élysée. Jeune retraité militaire, il a ensuite fondé plusieurs entreprises dans le domaine de la sécurité privée. Il est l'auteur de plusieurs livres : Missions très spéciales, Presses de la Cité, 1984 ; Guerres secrètes à l'Élysée, Albin Michel, 1996 ; L'enquête explosive, Flammarion, 2000 ; Les archives secrètes de Mitterrand, Albin Michel, 2001 ; Paroles d'honneur, Télémaque & L'Essor, 2014.



9 782940 719440

ISBN 978-2-940719-44-0

19 €

Oui, j'avoue !

L'homme qui prend la plume aujourd'hui n'est plus tout à fait le même que celui qui publiait son premier livre en 1984. Mon corps, entraîné à encaisser mais aussi à rebondir pendant de longues années, a fini par lâcher. Ces chocs, ces tensions, ces rafales de mauvais coups créant des traumatismes multiples, cette lutte permanente ont fini par diminuer mes capacités de combattant.

Pas totalement, mais assez pour me crasher sans préavis sur le parquet comme une statue de sel. Oui, je l'avoue, je ne suis plus l'officier de Gendarmerie casse-cou que j'ai été pendant de longues années. Auréolé d'une certaine réputation, le plus souvent flatteuse malgré l'acharnement de certains jaloux – policiers, politiciens, juges ou journalistes – à critiquer mon travail et celui de la Gendarmerie sur tous les tons. Oui, je me suis assagi. Par force. L'âge, la maladie, cette satanée maladie de Parkinson incurable que je dois à mes entraînements passés. Elle entrave tous mes mouvements. Malgré ce han-

dicap, je reste intact. Et je continue d'avancer. La voix de mon père bourdonne toujours dans mes oreilles : « *Mon Petit Paul, mets un pied devant l'autre, et surtout, ne t'arrête jamais.* » Je suivais péniblement mon héros de père dans les chemins escarpés et arides de la haute montagne, le regard fixé sur son sac volumineux et pesant d'où pendait une courte sangle de cuir. Je pouvais m'y accrocher, mais seulement en dernier recours, pour ne pas caler. Pour m'encourager, il disait à voix basse : « *Nous sommes presque arrivés, les chamois nous attendent.* »

Malgré la maladie qui me grignote jour après jour dans la douleur, je reste plus que jamais fidèle aux promesses de ma jeunesse. Et je suis toujours aussi révolté par le spectacle attristant du monde, ces guerres inhumaines qui frappent aveuglément des innocents sans défense à coups de drones ou de missiles aveugles, ces regards d'enfants qui meurent de faim et de maladies, les turpitudes de certains de nos contemporains qui profitent des conflits en Libye, au Yémen, en Érythrée, en Ukraine pour s'enrichir davantage encore. Sans parler des dictateurs au pouvoir en Russie, en Iran, en Corée du Nord. Si ne suis plus capable d'exécuter en quelques secondes un tir de haute précision avec mon 357 Magnum après avoir été largué de nuit d'un hélicoptère, le capitaine de Gendarmerie que je suis toujours continue à lutter pour rester fidèle au serment prêté à la sortie de l'école d'officiers de la Gendarmerie nationale de Melun. J'honorerai plus que jamais mon engagement au service la France et des Français. Toute ma vie a été consacrée à défendre ma patrie. Avec la convi

tion que les missions ordonnées par mes chefs ou directement par des ministres, parfois dans le plus grand secret, se faisaient toujours au service de la France. J'en ai évoqué quelques-unes dans mes précédents ouvrages. Les plus connues, celles qui m'ont valu autant d'éloges que de critiques. Il y en a eu d'autres, plus confidentielles, moins sensationnelles, plus secrètes, que je ne pourrai jamais évoquer. Toutes m'ont valu des moments forts, des émotions, des amitiés, la confirmation que mon engagement n'était pas inutile et qu'il était porteur de plus grand que moi. À l'âge où, comme tout être humain, je remonte le temps en faisant appel à mes souvenirs, je voudrais témoigner ici de certaines des missions qui ont constitué des moments charnières dans ma vie d'officier. Toutes ont conforté ma foi dans notre pays. Une foi toujours intacte. Pour lui je me suis battu sous toutes les latitudes avec l'insigne du GIGN, avec sa devise « *S'engager pour la vie* », souvent aussi sous Identité fictive (IF). J'étais alors un autre et je devenais, pour le temps de la mission, un vrai « dialogueur de combat ». Au preneur d'otages j'affirmais avec sincérité : « Tu vas t'en sortir, je vais t'aider. Fais-moi confiance. » Quelques minutes plus tard, je le neutralisais. Quelques exemples de qui j'ai momentanément été ? « Bonjour, M. Paul Birrot », journaliste et écrivain. « Au revoir, M. Bernard Colas », ingénieur chez Renault.

Pour mon pays, j'ai fait couler le sang. J'ai fait parler les armes qu'il m'avait confiées. Pour lui, je suis allé au bout de moi-même. Jusqu'à frôler la mort. Mes cicatrices, toujours vives, me rappellent

ces moments suspendus entre la vie et l'au-delà où j'ai failli basculer. Mais, plus douloureux encore, elles font revivre mes compagnons d'armes sans qui je n'aurais pu réussir. Ils ne sont plus là. Je sais qu'ils m'attendent quelque part. Tous volontaires, ils partageaient avec moi un même idéal : défendre notre patrie et lui faire honneur. Ils avaient une confiance absolue dans mes décisions, dans mes stratégies souvent hors normes. Merci Joe, merci Damiens, merci MuMu, merci Jacky, toi qui m'as sauvé la vie au péril de la tienne par moins 54 m de profondeur... Derrière ces révélations, vous découvrirez le vrai visage d'un homme qui a été caricaturé. Un homme dont la dignité a été plusieurs fois bafouée. Mais qui s'est acharné à rétablir les faits et la vérité. J'ai appris à mes dépens que « *le mensonge prend toujours l'ascenseur et la vérité l'escalier* ». Je reste fier d'être l'un des plus célèbres gendarmes français, non par esprit de gloriole ou de vanité, mais avec la conscience d'avoir porté haut et loin les couleurs de mon pays et de la Gendarmerie.

Un privé pour la France

Former les tireurs d'élite saoudiens et faire d'eux un groupe cohérent à l'image de notre GIGN fut l'une des missions les plus secrètes que l'Élysée et le ministre de la Défense me confièrent. Il y en a eu d'autres, dans des domaines similaires, mais aussi dans ce qu'on appelle aujourd'hui « l'influence », en vue de décrocher ou de finaliser un marché d'armements, par exemple.

Quand j'ai constaté que la cellule antiterroriste mise en place par François Mitterrand et Christian Prouteau, en 1982, devenait une officine de ragots concernant les écoutes illégales et exerçait des intimidations indignes d'un régime démocratique qui se voulait pur et sans tache, je me suis mis en disponibilité pour cinq ans de la Gendarmerie nationale, en janvier 1984. Ma demande officielle était motivée par « *des raisons professionnelles, morales et de santé* ». La lourde intervention chirurgicale que je devais subir réclamait en effet que je sois prêt physiquement et psychologiquement

En vérité, cette décision prise à contrecœur était rendue nécessaire par « la chasse au Barril » ouverte contre moi avec l'affaire des Irlandais de Vincennes et d'autres. Mon honneur était en jeu, et je ne pouvais plus cautionner les agissements des conseillers du Président qui avaient la haute main sur la cellule et son chef, Christian Prouteau. J'ai raconté ces épisodes très éprouvants de ma vie professionnelle dans l'un de mes précédents ouvrages, et n'y reviendrai pas ici¹. Mon nouveau statut de « mis en disponibilité » présentait plusieurs avantages. Le premier était de pouvoir me mettre à mon compte. Après des années d'opérations et de fréquentation assidue du danger, j'avais acquis une expertise incontestable et incontestée dans les domaines des armes et de la protection des biens ou des personnes. Mon idée était de l'utiliser pour monter une entreprise spécialisée dans la vente de matériels sensibles que j'avais mis au point ou dont j'avais amélioré les performances. Le second avantage était que j'étais désormais « disponible ». Je restais en effet dans la structure hiérarchique de mon unité d'origine, c'est-à-dire sous l'autorité finale du ministre de la Défense, Charles Hernu, et percevais la moitié de mon salaire d'officier parachutiste du GIGN. Autrement dit, je restais à sa disposition pour certaines missions confidentielles. Je l'ai ainsi accompagné lors de ses visites officielles dans plusieurs pays arabes – Égypte, Émirats arabes unis, Arabie saoudite notamment –, où la France manœuvrait

¹ *Guerre secrète à l'Élysée*. Albin Michel, 1996.

pour obtenir d'importants marchés de matériels militaires, avions de chasse, chars, missiles, systèmes radars ou navires de guerre. Le ministre faisait appel à moi car il n'ignorait pas que mon rôle dans la libération des otages de La Mecque m'avait valu une réputation flatteuse auprès des régimes des Proche et Moyen-Orient. Ce qui pouvait se révéler utile dans les négociations ou la présentation de nos matériels. Les dirigeants arabes savaient que j'avais commandé le GIGN par intérim, et ils me faisaient confiance. Ma présence au côté du ministre était un atout non négligeable, une forme de caution. Le ministre a ainsi engrangé pas mal de succès à l'exportation dans ces pays-là.

Je n'avais pas pour autant coupé les ponts avec l'Élysée, loin de là. Je restais en contact quasiment hebdomadaire avec un homme que je respectais infiniment, un homme clé du pouvoir mitterrandien, mais qui a payé de sa vie l'ingratitude de celui auquel il se voua et dont il connaissait tous les secrets. Je veux parler de François de Grossouvre. Cet homme était et reste pour moi l'exemple même du dévouement à notre pays, bien au-delà de la seule personne du Président Mitterrand et du cercle de courtisans qui l'entouraient au palais de l'Élysée. Leurs pratiques occultes étaient souvent peu recommandables, acharnés qu'ils étaient à protéger le président de la République, mais surtout à conforter leur propre pouvoir, au nom de la raison d'État.

J'en ai été victime. Mais moi, je suis toujours en vie, tandis que François de Grossouvre y a laissé la sienne, un soir d'avril 1994, dans son bureau de l'Élysée. Tout fut organisé, à l'époque, pour faire croire à un suicide. Mais cette thèse résiste difficilement à l'examen. Et je continue de penser qu'il fut assassiné pour avoir eu l'intention de publier un livre très dérangeant sur le Président et son entourage. Ce n'était pas pour rien qu'on le surnommait « l'homme des secrets ». Et ce n'est pas pour rien qu'il m'avait glissé à l'oreille, un soir de janvier 1994, cette phrase terrible : « Mon petit Paul, ils vont me tuer. » Curieusement, son manuscrit, qu'il m'avait montré, a disparu. Il n'est sans doute pas perdu pour tout le monde, ou a été détruit par ceux qui s'en sont emparés. Tant mieux pour l'histoire officielle, mais dommage pour l'histoire réelle, même si les secrets contenus dans ses pages finiront bien par ressortir un jour ou l'autre.

Après la mise en place de la cellule élyséenne sous la direction de Christian Prouteau, je n'étais pas en contact direct avec François de Grossouvre, alors conseiller très discret et ami intime du Président. Quand il avait besoin de mes services pour une mission confidentielle et hors hiérarchie, il me faisait contacter par le ministre de la Défense, Charles Hernu. Il m'est arrivé ainsi, en 1983, de devoir mettre à l'abri un dirigeant palestinien qui arrivait de Moscou et que les Israéliens voulaient supprimer. J'avais carte blanche pour assurer sa protection et lui permettre de se remettre de son opération. Un endroit était particulièrement indiqué pour ce type

de convalescence loin des regards. Situé en plein Paris, je le connaissais bien pour y avoir séjourné un grand nombre de fois, et j'étais sûr que le Mossad ne viendrait pas l'y chercher. C'était l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. C'est là que j'ai caché et protégé l'hôte secret de la République française. Je savais que je pouvais compter sur le sens du devoir et le silence des médecins et des personnels de l'hôpital. Et sur ceux de mon équipe installée dans la chambre voisine de notre protégé. Personne n'a rien su de sa présence dans ces murs vénérables qui ont vu passer beaucoup de personnalités politiques françaises et étrangères. Ce qui prouve bien que je sais garder ma langue quand il le faut. Et qu'à l'inverse, quand je m'exprime, c'est pour défendre mon honneur bafoué ou dénoncer l'inacceptable.

C'est par l'intermédiaire de ma société, S.E.C.R.E.T.S., que j'ai accompli les missions les plus confidentielles que François de Grossouvre et Charles Hernu m'ont confiées. Même en disponibilité de la Gendarmerie nationale, je n'en demeurais pas moins un homme du GIGN. Un soldat prêt pour le combat, certes, mais aussi un instructeur. Mes deux mentors l'avaient bien compris. Ils connaissaient le potentiel que représentait pour la France le savoir-faire opérationnel d'un homme comme moi. Leur idée était de me confier la création d'unités calquées sur le modèle du GIGN dans les pays dont les autorités en exprimeraient le besoin. Ma société étant habilitée « Défense nationale », elle offrait de nombreuses possibilités pour former des personnels. S.E.C.R.E.T.S. devint ainsi une sorte de

GIGN civil qui travailla en marge pour servir les intérêts de la France. Elle offrait aussi l'avantage de pouvoir régler le salaire du chauffeur de François de Grossouvre, M. Chenais, qu'il conserva jusqu'à son dernier jour.

Ces missions se révélèrent parfois aussi surprenantes que délicates. En 1987, c'est un général du ministère de la Défense qui m'a confié l'une d'entre elles, très stratégique. Il n'est pas impossible que mon nom lui ait été soufflé par mon ami de l'Élysée qui n'ignorait rien des possibilités offertes par ma société. L'affaire relevait du secret d'État puisqu'il s'agissait ni plus ni moins d'aller former des nageurs de combat irakiens. Saddam Hussein était alors en pleine guerre avec les Iraniens de Khomeiny et réclamait l'aide de la France, en qui il voyait un pays ami, voire allié. Après avoir réuni une équipe d'instructeurs, tous professionnels aguerris, je suis parti de la base militaire de Châteauroux pour Bagdad, assis sur des caisses de missiles Exocet dans un Iliouchine de l'armée de l'air irakienne. L'objectif était de constituer un groupe de nageurs de combat et de leur apprendre comment mener des actions dévastatrices chez l'ennemi sans se faire repérer. Leur mission principale consisterait, dès qu'ils seraient suffisamment formés, à se projeter en toute discrétion dans les eaux iraniennes pour saboter le terminal pétrolier de Kharg, principal point d'exportation du pétrole iranien. Ils devraient être aussi capables de combattre dans les marais du Sud du pays, qui jouxtent la frontière avec l'Iran.

Comme toutes celles que j'ai remplies, j'ai pris cette mission très à cœur. J'ai tout donné pour aider ces hommes à devenir des nageurs de combat dignes de leurs homologues étrangers. C'est un peu de l'esprit français que je leur infusais en les formant à mes techniques et à la discipline très rigoureuse des commandos. Je voulais surtout leur donner les moyens matériels et psychologiques de rentrer vivants de leurs expéditions à haut risque. Ce ne fut malheureusement pas toujours le cas, et j'ai pris chaque perte comme un échec personnel.

J'ai vécu là-bas l'une des périodes les plus intenses et les plus riches de ma vie de soldat de l'ombre. Mes Irakiens étaient courageux, fiers, et particulièrement combatifs. Là-bas, j'ai aussi formé des tireurs d'élite et des forces spéciales. Avec les premiers, nous avons mené des opérations commandos particulièrement spectaculaires, comme la destruction de pétroliers. Avec les seconds, des raids un peu fous en territoire ennemi pour faire sauter des pipelines ou faire du renseignement opérationnel. Le danger était omniprésent, c'était la guerre, la vraie. Celle où l'on a faim, soif, sommeil, plus souvent qu'à son tour. Celle où l'on risque de mourir à chaque instant ou de voir mourir son camarade de section. Celle où chaque erreur est mortelle. Celle qui me changeait des futiles intrigues parisiennes et qu'aucun des petits marquis de l'Élysée n'aurait supportée plus d'une minute. Pour moi, ce fut une expérience inoubliable, une aventure follement humaine où je me suis senti plus libre que jamais, lors de mes autres

missions « privées » pour la France. J'ai formé des nageurs un peu partout dans le monde arabe, mais jamais je n'ai retrouvé l'atmosphère de cet Irak en guerre qui luttait pour sa survie.

Malgré mon départ de l'Élysée, ou peut-être grâce à lui, nous étions devenus très proches, François de Grossouvre et moi. Nous nous apprécions mutuellement. Il était l'un des rares hommes en qui j'avais une totale confiance, et réciproquement. Quand il m'appelait au téléphone, il commençait toujours par un « Bonjour, mon petit Paul ». Chargé des affaires sensibles à l'Élysée, homme de renseignement et des missions secrètes, héros de la Résistance, commandeur de la Légion d'honneur, il était d'abord un patriote avant d'être au service du Président. Un « national », comme il disait. Un « national » était à ses yeux un homme en qui il pouvait avoir confiance. Pour lui, j'étais un « national ». Toutes les semaines ou presque il me demandait de passer le soir dans son bureau ou chez lui, dans l'appartement qu'il occupait dans l'annexe de l'Élysée, quai Branly. Situé au deuxième étage, il se trouvait au-dessus de celui d'Anne Pingeot, la femme « cachée » de Mitterrand et mère de sa fille, abritée gracieusement par la République.

Informé de tout et soucieux de protéger son ami de toujours, François de Grossouvre m'envoyait démêler des affaires plus ou moins opaques en Afrique noire, au Liban ou au Proche-Orient. Étaient souvent en cause des commissions de dizaines de millions de francs versés ou près de l'être

à certains proches du Président. Missions toujours délicates pour moi, qui étais en butte aux attaques incessantes de certains médias et des conseillers du Président. Parfois, c'était pour des raisons de haute politique qu'il m'envoyait à l'étranger. Témoin, ce jour de novembre 1993 où, convoqué chez lui, je me suis retrouvé devant le président Mitterrand qui, par l'intermédiaire de François de Grossouvre, m'ordonna d'aller remettre en main propre une lettre à un souverain du Golfe arabe dont j'étais l'ami.

François de Grossouvre m'a également ouvert les portes du monde de l'industrie. Et pas n'importe lequel. Celles de l'aéronautique et des avions de chasse. Grâce à lui, j'ai repris contact avec Serge Dassault, connu autrefois, et dont je devins avec le temps assez proche. Suffisamment pour que je contribue, à ma mesure, à la vente de ses Mirage aux Émirats arabes unis, au Qatar et au Pérou. Quand il s'agit de servir les intérêts de la France – et vendre à l'international des avions de chasse les sert considérablement –, je n'ai jamais compté ma peine.

Une façon, plus discrète, de continuer le combat.
Et de le gagner.

Le vrai visage de mon ennemi

En disponibilité du GIGN, je n'avais pas pour autant arrêté de travailler pour la France. Je l'ai dit, l'homme qui m'avait demandé de continuer de servir mon pays à la place qui était désormais la mienne se nommait François de Grossouvre, le conseiller très discret et très secret du président Mitterrand. Les missions qu'il me confiait étaient toutes ou presque en rapport avec l'étranger et de différente nature, mais toujours décidées et menées dans l'intérêt de notre pays. Il m'a ainsi demandé d'assurer la protection de chefs d'État suffisamment proches de la France pour lui faire confiance, et qui souhaitaient revoir leur dispositif de sécurité pour éviter toute mauvaise surprise.

Au Gabon, je me suis occupé de la protection du président Omar Bongo ; de celle du président Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire. Les deux étaient des alliés fidèles de Paris, qui comptait sur eux pour maintenir la stabilité dans leur pays respectif, où les intérêts français revêtaient une importance straté-

gique. J'eus également à aider Amine Gemayel, le président du Liban, à assurer sa sécurité. Il vivait sous la menace constante des Syriens qui contrôlaient le pays. Son prédécesseur, son frère Bachir, avait lui-même été assassiné par un Syrien après seulement trois semaines de présidence, en novembre 1982. Assurer la sécurité d'Amine Gemayel était primordial pour la France, qui devait absolument éviter qu'une nouvelle guerre civile replonge le Liban dans le chaos.

Les missions dont me chargeait François de Grossouvre ne se limitaient pas à la protection et à la sécurité de personnalités qui avaient une grande proximité avec la France. Elles allaient parfois bien plus loin, et consistaient alors en de véritables missions d'espionnage ou de contre-terrorisme. Du renseignement au sens large du terme, avec tout ce que ce domaine très particulier comporte de secrets, de clandestinité ou d'art de la manipulation et de l'infiltration.

C'est à l'occasion de l'une d'entre elles que j'ai rencontré celui qui allait devenir l'un de mes pires ennemis, si ce n'est le pire. En tout cas le plus redoutable et celui dont le monde entier allait bientôt connaître le nom après l'un des plus grands drames humains des années 1990, les meurtres de masse au Rwanda d'avril 1994 : Paul Kagamé. Pour mieux saisir comment et pourquoi il a tout fait pour me nuire, voire plus, je livre ici quelques détails qui viendront compléter ce que j'ai déjà dit de son rôle dans la chute de Mobutu et la tentative de déstabilisation de la RDC. Ils contribueront à dessiner un portrait de

cet homme bien différent de celui que les médias internationaux ont répandu.

Je ne remets évidemment pas en question l'horreur des massacres qui ont coûté la vie à huit cent mille ou à un million de Tutsis et de Hutus. Pourtant, presque trente ans après, les yeux se sont peu à peu dessillés sur celui qui, après sa prise du pouvoir à Kigali, mit un terme aux tueries. Aujourd'hui, son aura de libérateur a beaucoup pâli. Les observateurs et des experts de l'Afrique sont de plus en plus nombreux à voir en lui un dictateur sans scrupule, prêt à tout pour assouvir son besoin de puissance. Un homme dont l'arrogance n'a d'égale que la duplicité, qui ne cache plus depuis longtemps son ambition de placer sous son contrôle le cœur du continent africain et ses richesses.

Je ne suis pas le seul à l'avoir accusé d'être l'instigateur de l'attentat contre l'avion du Président rwandais Habyarimana, et donc d'être à l'origine du massacre des Tutsis. La justice espagnole, saisie après la mort de neuf ressortissants espagnols pendant les tueries, a mené une enquête particulièrement aboutie. Ses conclusions ont été sans appel : Kagamé était derrière le tir du missile qui fit exploser le Falcon présidentiel. En la personne du juge Bruguière, la justice française, saisie elle aussi puisque les pilotes étaient français, accusa également Kagamé. Carla Da Ponte, la procureure du Tribunal pénal international, aboutit aux mêmes conclusions. Et il n'y a pas eu que les Européens à voir en Paul Kagamé le responsable du génocide. De nombreux proches du leader des Tutsis l'ont affirmé eux aussi.

Le général Juvénal Habyarimana m'avait confié, en 1990, avec l'accord de François de Grossouvre et l'aval de François Mitterrand, une mission de la plus haute importance : infiltrer le mouvement de Paul Kagamé, le Front de Libération rwandais (FPR). Il était vital pour lui, mais aussi pour la France, de savoir comment ce mouvement fonctionnait, qui le finançait, quels étaient ses soutiens en Europe et aux États-Unis, et quels étaient ses projets. Le renseignement exige beaucoup de qualités, en particulier la patience et une grande capacité d'adaptation. Infiltrer un groupe politique ou paramilitaire nécessite, de plus, autant de prudence que de duplicité. Il faut feindre d'être un sympathisant, voire un partisan du mouvement que l'on veut pénétrer, tout en prenant garde à ne pas se trahir par une parole malheureuse ou un comportement suspect.

Par l'intermédiaire d'un journaliste, j'ai réussi à gagner la confiance des leaders tutsis du Front de libération rwandais à Bruxelles, et à les convaincre de faire venir Kagamé à Paris pour qu'il puisse plaider sa cause auprès du Directeur Afrique du Quai d'Orsay et du « Monsieur Afrique » de l'Élysée, Jean-Christophe Mitterrand. C'était le meilleur moyen de savoir quels étaient ses plans. Il accepta et débarqua à Paris en septembre 1991, muni d'un passeport ougandais. Malheureusement, son comportement et celui de ses compagnons intriguèrent la DST qui, ignorant évidemment mon opération, les arrêta et les retint douze heures dans ses locaux. Ils furent libérés sur intervention de François de Grossouvre, mais

Kagamé était furieux contre la France. Introduit auprès de lui par mes « amis » du FPR, il me reçut au Sofitel de la Défense et laissa exploser sa colère à la fois contre Paris et contre le Président rwandais. C'était notre première rencontre. La violence de ses paroles me stupéfia. Une véritable diatribe proférée par un exalté. Les verres de ses lunettes de myope renforçaient la noirceur de son regard. Il était si maigre qu'il paraissait décharné et flottait dans des vêtements trop grands pour lui. D'emblée, il affirma que la France devait l'aider à chasser Habyarimana du pouvoir, menaçant de demander aux Américains de le faire si elle refusait. Il traita le Président rwandais légalement élu de tyran corrompu qui devait être liquidé et, dans la foulée, me demanda de lui fournir une télécommande à distance d'une portée de 30 kilomètres. C'était une première alerte : quand on cherche à se procurer ce genre de dispositif, c'est qu'on a dans l'idée de faire exploser quelque chose à distance... Quand je suis ressorti de cet entretien qui dura trois bonnes heures, je n'avais plus aucun doute sur la dangerosité de cet homme qui semblait habité par une mission sacrée, mû par une volonté de fer et prêt à tout.

On connaît la suite : la mort du Président rwandais dans l'explosion de son Falcon 50 abattu par un missile, le 6 avril 1994, attentat qui provoqua le massacre des Tutsis mais aussi des Hutus modérés, puis la victoire de Kagamé et du FPR. Le temps qui s'était coulé depuis notre rencontre jusqu'à sa prise du pouvoir à Kigali m'a permis d'apprendre qui était

vraiment Paul Kagamé. J'avais conscience d'avoir eu en face de moi, dans la chambre du Sofitel, un authentique combattant mais, même si l'on en a le tempérament, la volonté, les capacités, personne ne peut s'improviser chef de guerre. Il faut dès le départ des parrains, des tuteurs, des professionnels capables de vous enseigner les règles du combat clandestin, puis à visage découvert, l'art opérationnel, les mille et une ruses du métier, les moyens de mobiliser ses troupes et de s'assurer de leur fidélité. Il faut aussi être capable de convaincre des appuis étrangers de vous fournir les armements dont vous avez besoin, qui vont du fusil d'assaut aux lunettes de vision nocturne en passant par les treillis et les troussees médicales. Ce n'est donc pas à la portée du premier venu, et l'on comprend aisément pourquoi les grands leaders révolutionnaires sont des personnalités hors du commun, animées d'une force intérieure inébranlable. Des hommes capables de galvaniser des foules entières ou, comme Kagamé, une petite armée de guérilleros. Et si, aujourd'hui, le Président rwandais reste l'homme le mieux renseigné d'Afrique, il le doit à la formation qu'il a reçue quand il était réfugié en Ouganda, sous l'aile du président Museveni. Celui-ci en avait fait le chef de ses services secrets après que son protégé eut bénéficié d'une formation militaire supérieure de plusieurs mois au Fort Leavenworth, dans le Kansas, avec les Bérêts verts américains. C'est là qu'il apprit toutes les techniques de la guerre secrète, et la méthode américaine pour préparer et organiser une prise de pouvoir.

Prendre le pouvoir ne s'improvise pas. Avant de se lancer, il faut imaginer la bonne stratégie dans ses moindres détails. Sachant que sa mise au point finale devra tenir compte de la situation politique et économique du pays, des forces et des faiblesses du régime en place, de celles de l'armée que l'on va affronter comme de celles de ses propres troupes, et mille autres paramètres dont dépendent le succès ou l'échec final. Les Américains ont aussi enseigné au jeune leader tutsi comment masquer ses intentions en se donnant le beau rôle. Autrement dit, comment apparaître aux yeux de tous, et notamment de la communauté internationale, comme le représentant du camp du Bien, celui qui est victime de persécutions, en diabolisant l'adversaire. Pour ce faire, ils lui ont appris à communiquer, à rassembler des soutiens financiers et moraux à sa cause, à jouer sur la corde sensible et humanitaire des décideurs et des médias, mais aussi à infiltrer le camp adverse et à manipuler l'opinion publique internationale. Ils lui ont enseigné aussi les techniques de l'action secrète, en particulier comment noyauter les structures en place, s'installer dans le camp adverse, par exemple en mettant en place des installations commerciales abritant des bases secrètes.

Toutes ces techniques, Kagamé les a minutieusement appliquées pour préparer pendant des mois son offensive sur Kigali. L'attaque improvisée que le chef des Tutsis réfugiés en Ouganda, Fred Rwigema, avait déclenchée sans le prévenir, le 1^{er} octobre, s'était soldée par un échec cuisant. Après que Rwigema eut

été abattu par un sniper, les rebelles avaient pris la fuite et une équipe de Bérêts verts américains avait dû rapatrier Kagamé en urgence à Mulindi, où les rebelles s'étaient regroupés. C'est dans ces circonstances qu'il réussit à s'imposer comme le leader du FPR avec le soutien des Américains. Et c'est là qu'il conçut les plans d'une nouvelle offensive sur Kigali, en mettant en application ce qu'il avait appris dans les camps d'entraînement du Kansas.

Il s'appuya sur un Tutsi pur et dur qui était un redoutable organisateur, Valens Kajeguhakwa. Cet ancien instituteur vouait aux Hutus une haine aussi farouche que la sienne. Il aurait pu être une menace pour Kagamé, mais celui-ci l'obligea à lui prêter allégeance devant tout l'état-major du FPR pour lui interdire toute velléité de le concurrencer. Kajeguhakwa réussit à installer secrètement des centaines de combattants au cœur de la capitale, Kigali. Sur les ordres de Kagamé, il attisa la haine entre Hutus et Tutsis à coups d'enlèvements et d'assassinats. Après l'explosion de l'avion du président Habyarimana, l'atmosphère de guerre larvée entre les deux ethnies ne pouvait déboucher que sur le génocide des Tutsis, minoritaires dans le pays.

Une fois assuré de son triomphe à Kigali et du soutien de la communauté internationale, en l'occurrence les Américains, Paul Kagamé se lança à la conquête de la RDC. Mais, comme on l'a vu, Yérodi et les Congolais fidèles à Kabila l'empêchèrent de placer à Kinshasa un homme à sa botte. En revanche, il réussit à prendre sous son contrôle, à tra-

vers le mouvement M23 – un groupe créé secrètement en 2009 par le Rwanda, dans la foulée d'un accord de paix signé à Kinshasa –, la province du Kivu, et à mettre indirectement la main sur ses richesses minières. Les massacres que le M 23 a commis dans le Nord Kivu ont malheureusement peu alerté l'opinion publique mondiale. Pourtant, les horreurs indicibles que ce mouvement a commises, en particulier sur les femmes – viols, jeunes filles transformées en torches vivantes après avoir été enserrées dans un pneu enflammé, tortures innombrables –, témoignent d'une cruauté indescriptible et rarement atteinte dans l'histoire. Derrière ces actes, je ne peux m'empêcher de distinguer le visage de mon ennemi. Celui d'un implacable dictateur.

Je suis loin d'être le seul à affirmer que le « libérateur » du Rwanda est en réalité un homme prêt à tout pour conserver son pouvoir et son influence internationale. Beaucoup de ceux qui l'ont côtoyé, soutenu, aidé, partagent cette opinion. Ils connaissent mieux que d'autres la véritable nature de Paul Kagamé. Mais pour l'avoir manifesté de façon trop visible, pour s'être opposés à lui quand ils ont constaté les dérives de son régime, ils sont plusieurs à avoir dû fuir. D'anciens généraux ou officiers généraux de l'armée, d'ex-Premiers ministres, des députés, des préfets ont dû s'exiler en Belgique, aux Pays-Bas, aux États-Unis.

Commencée au Rwanda même, la chasse aux traîtres menée par Kagamé ne s'est pas arrêtée aux frontières. Il l'a poursuivie en Europe, en Afrique, en

Amérique. Aucun exilé ne fut plus à l'abri de ses tueurs. En 2010, une série d'assassinats les fit disparaître les uns après les autres. Abattus par balles comme le major John Birasa, égorgés comme Kagwa Rwisereka, ou étranglés dans leur chambre d'hôtel comme le colonel Patrick Karegeya, à Johannesburg, le 1^{er} janvier 2014. Cet officier de valeur, devenu un opposant farouche, était l'un de ceux qui affirmaient haut et fort que Kagamé était bien l'auteur de l'attentat contre le président Habyarimana... Théogène Rudasingwa a eu plus de chance. Ancien directeur de cabinet de Kagamé et ancien ambassadeur aux États-Unis, il a lui aussi clamé que c'était bien Kagamé et lui seul qui avait donné l'ordre d'abattre le Falcon présidentiel. Son audition par le juge Trevidic, en avril 2014, n'a malheureusement pas changé grand-chose.

Valens Kajeguhakwa, l'homme qui a organisé la prise de Kigali de l'intérieur, a dû se mettre lui aussi à grande distance de son ancien mentor. Sans doute pour avoir voulu prendre sa place. Il a quitté le Rwanda en urgence pour se réfugier en Amérique. Il vit aujourd'hui à Sacramento, en Californie, sans aucun souci financier, mais en rêvant toujours de chasser Kagamé du pouvoir.

Le Président rwandais reste, aux yeux de beaucoup, intouchable. Même si les responsables politiques sont de plus en plus nombreux à estimer désormais qu'il est un authentique dictateur. Ce qui ne l'empêche pas d'être fréquentable pour toutes sortes de bonnes raisons : la position stratégique du

Rwanda au cœur de l'Afrique centrale, sa stabilité politique exemplaire – et pour cause ! –, son développement économique, le contrôle qu'il exerce de fait sur les richesses minières de la région, son appartenance revendiquée au monde anglophone. Mais je suis convaincu, au final, que la vérité finira par être reconnue un jour ou l'autre. Et que l'Histoire, demain, le jugera sans concession et révélera son vrai visage.

Conclusion : Si tu veux la paix, prépare la guerre...

Prière pour la France

C'est aussi parce que j'ai ma conscience pour moi que je ne veux pas évoquer ici certaines des missions particulières qui m'ont été confiées. Des décennies ont passé et je ne peux toujours rien révéler. Soit parce que je me suis engagé à respecter le très impérieux Secret Défense et que je risquerais alors une peine de prison. Soit parce ces missions sont couvertes par le secret des affaires garanti par contrat, qu'elles ont impliqué des personnalités françaises et étrangères toujours en activité —et qui apprécieraient peu que je dévoile mes actions à leur service. Soit, enfin, parce que j'ai juré de garder le silence.

Je l'ai écrit au début de ce livre, je reste fondamentalement un gendarme. J'ai été élevé, entraîné, envoyé au combat pour être un gendarme. Même quand j'ai créé mes sociétés et que je me suis lancé dans les affaires, je suis resté un pur produit de la Gendarmerie française. J'ai toujours gardé à l'esprit et dans mon comportement l'éthique que l'on m'a enseignée, que ce soit mon père, le curé de mon

village, mes supérieurs, ou François de Grossouvre. Cette éthique me commande de respecter la parole donnée. Malgré les années écoulées. Il n'y a pas prescription en matière de fidélité au serment. Quand on le prête, c'est pour la vie. Alors, oui, j'aurais pu révéler d'autres missions en Afrique, au Proche-Orient, en Amérique centrale, dans les pays du Golfe ou plus loin encore. Nommer des chefs d'États dont j'avais assuré la protection, livrer quelques confidences bien croustillantes pour essayer d'en mettre plein la vue à mes lecteurs. Je m'y refuse. Je ne dirai rien de ces opérations pour les raisons que je viens d'énumérer, mais aussi parce que certaines d'entre elles sont impossibles à raconter en raison de leur complexité, de leur caractère ambigu, difficile à faire partager. Comment expliquer, par exemple, qu'une opération effectuée au nom d'un pays soit en réalité commanditée par un autre, souvent adverse ? Il y a des zones d'ombre impossibles à éclaircir dans mon métier. Je laisse donc aux historiens le soin de démêler le vrai du faux. S'ils y arrivent !

J'ai vu beaucoup de choses dans ma vie. Des belles et des moins belles. J'ai été le destinataire de nombreuses confidences sur qui couche avec qui ; de listes de comptes bancaires cachés ; de commissions touchées en cash ! Je suis le détenteur de nombreux secrets d'États avec cadavres à fleur de sol. Je possède un grand nombre de dossiers confidentiels et d'écoutes téléphoniques, de quoi faire divorcer la moitié du tout-Paris. Et j'ai croisé un grand nombre

personnes. Des héros et des crapules. Des saints et des salopards. Des exaltés et des désabusés. Aucun ne m'a laissé insensible. Derrière le masque des pires d'entre eux, j'ai toujours vu un être humain. Je reste fidèle à la philosophie du GIGN qui veut qu'on n'ôte jamais la vie, même celle du pire criminel.

Mais aujourd'hui je ne peux m'empêcher de m'interroger à propos de certains de ceux que j'ai combattus autrefois, les terroristes. Leur inhumanité les autorise-t-elle à porter encore le nom d'homme ? Les folies meurtrières dont ils sont capables, leur cruauté insensée ne les retranchent-elles pas de la société des hommes ? Ils représentent à mes yeux le pire des dangers. En particulier les terroristes islamistes. Les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, les tueries de Paris en novembre 2015 et celles de Nice en juillet 2016 ont démontré au monde entier de quelle barbarie, de quelle sauvagerie ils étaient capables au nom de leur religion. Religion qu'ils ont détournée de ses principes pour en faire une idéologie mortifère et destructrice.

Ce n'était pas leur coup d'essai. Des dizaines d'attentats, moins spectaculaires mais tout aussi sanglants, avaient précédé le *Nine Eleven*. Ils visaient le plus souvent les États-Unis et leurs bases à l'étranger, la France, fortement engagée contre les fondamentalistes, mais aussi l'Espagne, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou l'Inde, voire des pays de religion musulmane comme le Pakistan. Les démocraties ont fini par prendre la mesure de

la menace et ont commencé à réagir. D'abord séparément, puis en regroupant leurs forces. Cela suffira-t-il ?

Pour la France, je ne peux m'empêcher d'en douter. Al Qaida et Daesh sont toujours actifs et menaçants. Malgré les opérations des États-Unis et de leurs alliés, dont la France, ces deux organisations rêvent toujours d'imposer la religion musulmane et la charia dans notre pays. Elles continuent de planifier des attentats et des actes terroristes pour provoquer le chaos. Depuis leurs repaires du Moyen-Orient, elles manipulent à distance des cellules dormantes, mais aussi des individus lambda, non fichés S, installés sur notre sol. Elles les contrôlent par les prêches enflammés d'imams salafistes ou une propagande déversée sans filtre sur les réseaux sociaux. La surveillance des services de la lutte antiterroriste, la DGSI en priorité, s'est fortement renforcée, et l'État a réorganisé tout son dispositif pour atteindre une meilleure efficacité opérationnelle.

C'est un progrès, mais la mort atroce de Samuel Paty nous rappelle que ces efforts sont loin d'être suffisants. On a appris que, pendant ses quatre derniers jours, ce malheureux professeur avait vécu dans la terreur d'être assassiné et que, au final, personne, exceptés quelques-uns de ses collègues, n'avait fait le nécessaire pour le protéger. L'Éducation nationale, la justice, la police l'ont laissé seul face à la mort. À la merci d'un abruti islamiste, drogué à la haine anti-française et anti-chrétienne, qui l'a égorgé en pleine rue. Ce jour-là, la République a failli en laissant com-

mettre un crime d'un autre âge. Cet assassinat barbare prouve une fois de plus que les assassins sont parmi nous.

Depuis les crimes de Mohamed Merah à Toulouse, depuis la mort des journalistes de *Charlie Hebdo*, depuis ceux du Bataclan et ceux de Nice, plus aucun doute n'est permis : nos ennemis ne viennent plus d'ailleurs, ils vivent en France, à l'abri d'un système où ils s'efforcent de rester invisibles jusqu'au moment où ils passent à l'acte. Les Français radicalisés sont parmi nous et leur nombre ne fait qu'augmenter. 1 976 individus inscrits au fichier de la radicalisation sont sortis de détention en 2018 après avoir purgé leurs peines – celles prévues par la loi et prononcées lors de leur procès –, mais on peut se demander si elles n'ont pas été trop légères. En effet, parmi les libérés, on comptait 290 condamnés pour terrorisme. N'ont-ils pas été libérés trop tôt ? Ont-ils abandonné toute idée de meurtre ? Est-on certain qu'ils ne vont pas s'en prendre à nouveau aux « mécréants », sous une forme ou une autre ? Sont-ils suffisamment surveillés par les services compétents, dont on sait qu'ils ne peuvent pas être partout à la fois ?

À la fin de l'année 2021, il y avait dans les prisons françaises 1 686 radicalisés en détention, dont 71 condamnés pour terrorisme. 51 d'entre eux seront libérés en 2022, et la même question se pose : ne vont-ils pas recommencer ? Il faut compter aussi sur le retour de ces femmes qui avaient rejoint Daesh dans la zone irako-syrienne. Furieusement endoctrinées,

certaines d'entre elles n'ont pas renoncé à combattre. Elles sont sous surveillance, sans doute, mais nul n'ignore qu'il arrive toujours un moment où une surveillance finit par se relâcher. Alors, le pire devient possible. Leurs enfants mineurs sont rapatriés eux aussi. On en compte 117, dont 36 sont des combattants avérés, qui restent et resteront endoctrinés quoi que l'on fasse. Je ne doute pas de la vigilance de l'État, mais nul ne peut exclure qu'une certaine naïveté, voire une forme d'inhibition, de leur environnement administratif ne suscite des failles dont ils sauront inévitablement profiter un jour ou l'autre.

Le départ précipité – je dirais la fuite – des Américains de l'Afghanistan après treize ans d'occupation a été un désastre pour le peuple afghan, surtout les femmes, qui se trouvent à nouveau sous le joug des talibans. C'en est un également pour les Européens. Le nombre de migrants afghans n'a fait qu'augmenter depuis deux ans, et il ne fait pas de doute que se dissimulent parmi eux des djihadistes envoyés pour répandre la violence dans nos sociétés. Les combattre, les neutraliser avant qu'ils passent à l'action est un défi permanent. Il faut aujourd'hui, et plus encore demain, mettre en place les moyens nécessaires pour gagner ce combat. Les politiques et les médias invoquent souvent les valeurs démocratiques et républicaines pour limiter les demandes des Services anti-terroristes et de certains partis qui réclament plus de fermeté. Ils n'ont pas tort, mais au final la question qui se pose à chacun d'entre nous, et pas seulement à l'État, est celle-ci : voulons-nous plus de liberté ou plus de sécurité ? Question

redoutable puisqu'elle revient à interroger les principes sur lesquels sont fondées nos vies publique et privée depuis des décennies.

Plus de liberté, cela équivaldrait à laisser la porte encore plus largement ouverte à ceux qui nous combattent. Plus de sécurité, cela conduirait notre pays à surveiller plus étroitement tous nos concitoyens, y compris l'immense majorité de ceux qui ne le méritent pas. C'est tout aussi inacceptable. La France ne doit pas devenir une sorte de République populaire de Chine où chaque mouvement individuel est capté par des caméras de surveillance omniprésentes. Nous ne sommes pas prêts à sacrifier à ce point notre liberté de mouvement. D'autant plus que ces technologies sont loin d'être la panacée vantée par ceux qui exigent qu'elles soient installées un peu partout dans nos villes. La reconnaissance faciale ou les contrôles biométriques tant vantés pour le contrôle aux frontières ne sont pas non plus fiables à cent pour cent. Fliquer toute la société ne pourra donc jamais bloquer la menace.

La fuite en avant technologique ne résoudra qu'une partie du problème. La seule technologie qui vaille vraiment est celle qui permet de contrôler : contrôler les moyens de communication qui diffusent les messages de haine et de mort ; contrôler les mots d'ordre ; contrôler le bourrage de crânes.

C'est moins vers les machines que vers l'humain qu'il faut massivement investir. L'humain, c'est le renseignement. Lui seul permet de savoir, donc d'anticiper, donc de neutraliser les attentats qui se

préparent sur notre sol ou depuis l'étranger. Quarante-vingt-dix pour cent des attentats déjoués en France l'ont été grâce au renseignement d'origine humaine, c'est-à-dire à l'infiltration des milieux djihadistes et fondamentalistes. Et, dans la nébuleuse terroriste, c'est aujourd'hui Daesh, l'État islamique, plus qu'Al Qaeda qui représente la menace la plus grave. Non seulement parce qu'il compte un grand nombre de combattants, y compris dans des pays amis de la France comme la RDC et le Tchad, mais aussi parce qu'il est capable de monter des opérations terroristes d'envergure sur notre sol.

La guerre qui se déroule en Ukraine le montre depuis des mois : il ne fait plus aucun doute que la barbarie est de retour sur le sol européen et dans notre vie quotidienne. La barbarie sans frein, la barbarie à l'état pur, conçue pour tuer, terroriser les hommes et les femmes qui refusent de se plier aux ordres des tueurs en chef. Les conséquences sur le destin de la France sont lourdes de menaces.

Je ne doute pas que notre gouvernement les prenne en compte dans son action à court et moyen termes. Encore faudra-t-il que notre pays reste uni et confiant en son avenir. Ce n'est pas toujours le cas, malheureusement. Les Français doutent trop d'eux-mêmes, de leurs capacités, de leurs institutions, de leur âme parfois. Ils se désunissent et s'invectivent à tout propos. Pire, ils s'imaginent encore qu'ils sont à l'abri des grands drames qui secouent le monde extérieur. La barbarie russe qui se déchaîne sans mesure en Ukraine a fait voler en

éclats cette certitude. Il faut donc que les Français se préparent. À tout, y compris à l'impensable. Et, au minimum, à défendre leur pays, à combattre.

Je regrette aujourd'hui de n'avoir pas vingt ans de moins pour m'engager dans ce combat pour ma patrie. Malgré mes nombreux handicaps, je suis et je reste un homme de combat. Mon corps ne répond plus comme je le voudrais, mais mon âme, elle, est toujours forte, prête à se battre. Je crois profondément que tout homme de combat est d'abord un homme de foi. Foi en sa patrie, foi en son Dieu, foi en ses amis, foi en lui. Il faut donc que les Français retrouvent la foi. La foi en eux, la foi en leur pays, la foi en l'avenir et en leur Dieu s'ils en ont un.

Ils en sont capables, comme ils l'ont démontré en faisant front commun lors des attentats qui ont ensanglanté le pays. Je suis convaincu qu'ils sauront se montrer à la hauteur de la situation, fermes et résolus, si de nouveaux malheurs s'abattaient sur la France. Qu'ils auront foi en elle comme moi j'ai foi en eux.

Il faut pour cela qu'ils retrouvent l'esprit qui a fait leur grandeur, l'esprit de 1789 – et non de 1793 –, celui d'Austerlitz, celui de juin 1940, celui de janvier et de novembre 2015 quand, tous rassemblés contre la barbarie islamiste, ils ont offert au monde entier le visage d'une France unie et résolue à ne pas se laisser faire.

C'est pour une France courageuse que je me bats et que je prie, cette France éternelle et vaillante qui, plus que résister, sait d'abord combattre et vaincre.

C'ÉTAIT POUR LA FRANCE

C'est pour la victoire de la FRANCE sur les
méchants qui obscurcissent déjà

notre avenir...

Que je prie...

Inlassablement, pour VAINCRE.

Table des matières

Oui, j'avoue !	11
Mes premières armes	15
Les leçons de Berlin	25
Le GIGN	35
Un entraînement hors norme pour des hommes hors norme	47
Les secrets de La Mecque (1)	55
Les secrets de La Mecque (2)	65
Les secrets de La Mecque (Épilogue)	83
Mes tireurs d'élite saoudiens	89
Un privé pour la France	107
Mon ami Jacques Vergès	117
L'avocat et l'ancien du GIGN au Zaïre	133
Le vrai visage de mon ennemi	149

C'ÉTAIT POUR LA FRANCE

Comment la France a perdu la République Centrafricaine	149
Mission spéciale en Côte d'Ivoire	175
Mission spéciale au Vatican	187
« Capitano Barril ? »	197
Barril ? Aux Baumettes !	207
Trente jours aux Baumettes	221
Prière pour la France	235